Pour les salaires des agent.es, pour les services publics, pour la revalorisation de la fonction publique ! En grève et dans les manifestations, le 5 novembre !

Par la grève et dans les manifestations du 29 septembre dernier, des centaines de milliers d'agent.es publics ont exigé que des réponses soient apportées à leurs revendications dont, plus particulièrement :

- Des mesures salariales générales avec de manière immédiate une revalorisation significative de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation ;
- La refonte des grilles indiciaires garantissant des débuts de carrière au-dessus du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance, des progressions de carrière, la revalorisation des filières à prédominance féminine ;
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- L'abrogation du jour de carence et le rétablissement à 100 % de la rémunération versée aux agent.es en congé maladie ordinaire ;
- Le rétablissement du versement de la Garantie individuelle du pouvoir d'achat.

Carburant, gaz, électricité, produits alimentaires, loyers, mutuelles, …, tout augmente sauf notre pouvoir de vivre.
Pourtant, nos revendications sont finançables ! Par une autre appropriation et répartition des richesses, fondées sur la justice fiscale et sociale, il est possible, urgent et nécessaire, d'augmenter les rémunérations.
C'est un enjeu de fidélisation des agent.es publics qui travaillent aujourd'hui dans la fonction publique.
C'est une condition pour améliorer l'attractivité de la fonction publique et permettre les recrutements rendus nécessaires par les départs massifs à la retraite dans les années à venir.
Le budget 2027 doit permettre des investissements.

C'est une nécessité pour faire face aux défis du XXIème siècle : écologiques, technologiques, sociaux et démocratiques.
Il s'agit d'équiper et de donner des moyens aux agent.es publics.
C'est indispensable pour répondre aux besoins dans les domaines de l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur que les lycéen.nes et des étudiant.es portent dans leurs mobilisations. Leurs revendications et manifestations sont légitimes.

Les réponses sécuritaires ne peuvent pas remplacer les réponses politiques.

Aucune violence n’est acceptable. Nos organisations réaffirment qu’il relève de la responsabilité des pouvoirs publics de garantir l’exercice des libertés fondamentales que sont le droit de revendiquer, de manifester ainsi que de se réunir.

Les jeunes doivent pouvoir grandir, apprendre, se former et construire leur avenir dans des conditions dignes. Nous soutenons le droit des lycéen.nes et des étudiant.es à se mobiliser, manifester et se réunir pacifiquement, librement et en sécurité.

La colère des agent.es publics, des travailleuses et des travailleurs, de la jeunesse, des retraité.es, est immense. Elle s’exprime de manière toujours plus forte à l’image des mouvements de grève et de manifestations qui se multiplient depuis plusieurs semaines.
Le gouvernement doit répondre aux exigences et revendications en particulier par des mesures inscrites au PLF et au PLFSS.

C’est dans ce sens que nos organisations appellent les agent.es publics à se mobiliser massivement, par la grève et dans les manifestations, le 5 novembre prochain.

Paris, le lundi 26 octobre 2026